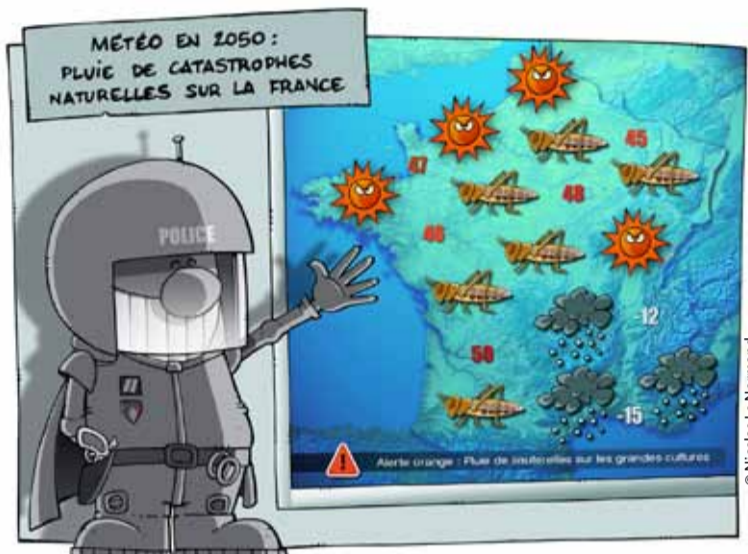


Espaces naturels

d'Auvergne-Rhône-Alpes

Journal des acteurs de la préservation des espaces naturels, édité par le Cen Rhône-Alpes - Hiver 2017-2018

N°20 - Spécial Changements climatiques



TOUR D'HORIZON

Quels impacts sur la grande faune ?
Effets sur la reproduction, changements de comportement... : le point sur les connaissances disponibles avec l'ONCFS.
Page 2

TOUR D'HORIZON

La gestion des débits de cours d'eau, un enjeu pour demain
A travers l'expérience d'EDF au niveau de l'aménagement de Montpezat (Ardèche)
Page 3

PERSPECTIVES

Les partenariats avec la recherche
Focus sur les projets de recherche en cours pour mieux cerner les effets des changements climatiques et s'y adapter.
Page 4

À LA UNE

Changements climatiques : des impacts déjà bien visibles

Fonte des glaciers, recrudescence des inondations et autres événements climatiques extrêmes, progression de certains virus et maladies infectieuses... Si le réchauffement climatique lui-même est difficile à appréhender, les dérèglements qu'il génère sont quant à eux bien visibles. Des bouleversements qui n'épargnent pas la faune et la flore : d'ici 2050, 25% des espèces pourraient disparaître à cause de ces dérèglements.

A l'échelle de la planète, on observe déjà une augmentation des températures de +0,9° depuis 1901 (et +1,5° en France). Et, si on fait la somme des engagements pris par les Etats lors de la COP 21 en 2015, engagements dont on sait aujourd'hui qu'ils risquent fort de n'être pas tenus, on arrive à une augmentation de la température mondiale de +2,3° à la fin du siècle.

De fortes pressions sur les espèces

« Le climat a toujours changé, c'est l'accélération de l'augmentation des températures qui met aujourd'hui en tension le vivant », explique le biologiste Gilles Bœuf, Président du Conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité. Jamais le vivant n'a été soumis à une telle pression d'évolution. De manière globale, les scientifiques estiment que, face à une hausse de la température de 1°C, les espèces se déplacent de 125 km vers le nord en moyenne, et de 150 m vers le haut en montagne. Ceci entraîne des modifications importantes de la structure et du fonctionnement des écosystèmes.

À titre d'exemples, on peut citer :

- la progression de la chenille processionnaire du pin vers le nord à la vitesse de 55 km/décennie et en altitude de 50 m/décennie,
- la plus grande précocité des récoltes : la date des vendanges a avancé d'un mois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale,
- la forte augmentation de la mortalité des arbres et arbustes sur les 30 dernières années,
- l'explosion de certaines "pestes", favorisées par des hivers plus chauds et des saisons de végétation plus étendues,
- l'accentuation des symptômes de l'eutrophisation* de l'eau sous l'effet notamment de la hausse des températures.

Une grande variabilité de réponses

Face à ces mutations accélérées, certaines espèces se montrent plus vulnérables que d'autres parce qu'elles sont plus sensibles, exposées à des changements plus marqués, ou tout simplement incapables de faire évoluer assez rapidement leur aire de répartition. A cet égard, les espèces situées dans des « culs-de-sac », milieux très fragmentés offrant peu ou pas de possibilité d'échanges, s'avèrent particulièrement menacées.

La biodiversité, garante de la résistance aux perturbations

Face aux changements climatiques, les écosystèmes riches et fonctionnels se montrent plus résistants. C'est le cas par exemple des forêts mélangées (lire page 2) ou encore des prairies naturelles diversifiées. Des espaces naturels en bonne santé offrent donc des garanties de résilience et de stabilité non négligeables pour nos territoires. D'où l'importance, accrue dans ce contexte de changements climatiques, de modifier en profondeur nos pratiques : limiter l'imperméabilisation des terrains et les intrants néfastes, préserver les espaces à forte biodiversité comme ceux plus ordinaires mais tout aussi essentiels pour les échanges génétiques et les déplacements des espèces sauvages. Un contexte qui invite également à inventer de nouvelles solutions de gestion, pour intégrer davantage le temps long et mieux anticiper les diverses mutations en cours (lire page 4).

* Eutrophisation : perturbation des milieux aquatiques due à un apport excessif de nutriments et assimilable à une indigestion.

Édito

Les changements climatiques, un défi pour nos territoires !

A l'heure de la COP 23, tous les indicateurs du réchauffement climatique sont au rouge et le point de non-retour est franchi. Les collectivités et organismes non-étatiques ont plus que jamais leur rôle à jouer face à cet immense défi et, si les politiques d'atténuation gardent leur sens, notamment en accompagnant plus encore les changements de modes de vie, il devient urgent de préparer et d'adapter nos territoires.

Demain, nous aurons à faire face à de nouvelles problématiques : ressources sous pression, transformation de nos forêts et de notre agriculture, problèmes de santé environnementale... sans compter les effets déjà bien visibles aujourd'hui : recul des glaciers, inondations et sécheresses accentuées, etc. Ces mutations nous invitent à de nouvelles coopérations pour mieux comprendre et diagnostiquer les impacts des changements climatiques sur nos territoires : pour s'adapter, il faut anticiper, savoir où l'on en est. La biodiversité locale offre à cet égard de précieux indicateurs qu'il s'agit de décrypter.

L'enjeu, ensuite, est de réfléchir nos villes et nos territoires de manière plus globale et intégrée, par-delà les politiques sectorielles et les frontières administratives. Il faut repenser notre façon d'aménager le territoire, en préservant avant tout le patrimoine naturel, avant d'y intégrer de manière intelligente des bâtis compatibles avec les évolutions à venir. Maintenir voire renforcer les espaces naturels est crucial, tout comme la végétalisation de la ville est une bonne façon de lutter contre les îlots de chaleur, avec un impact positif sur le cadre de vie, la santé... C'est toute notre logique qui est à revoir !

Jérôme Dutroncy,
Vice-Président délégué à l'environnement,
l'air, le climat et la biodiversité
à la Métro de Grenoble



Des solutions fondées sur la nature

Parmi le panel de solutions proposées en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques, celles offertes par la nature sont souvent méconnues et sous-estimées. Et pourtant, bien préservés, les milieux naturels (forêts, tourbières...) jouent un rôle fondamental dans le stockage du carbone : ils absorbent chaque année la moitié des émissions de CO² générées par les activités humaines, une capacité malheureusement mise à mal par la déforestation et l'artificialisation des sols, à l'origine d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Les écosystèmes apportent également des solutions avantageuses et souvent peu coûteuses pour réduire l'exposition des populations humaines aux risques naturels : inondations, érosion, sécheresse, avalanches...

Plus d'infos : uicn.fr/solutions-fondees-sur-la-nature/

Tour d'horizon

FOCUS

Quels impacts sur la grande faune ?

Difficile de décrire précisément les impacts des changements climatiques sur les espèces. L'exercice requiert des suivis réguliers, sur plusieurs dizaines d'années et usant de la même méthodologie. Et de démêler ces impacts des autres paramètres : changements d'usages des habitats, autres activités humaines... Guillaume Body, ingénieur expert "suivis patrimoniaux" à la direction de la recherche et de l'expertise de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), s'est cependant prêté à l'exercice.

« Les données sont à manier avec prudence mais, dans l'ensemble, on constate trois types de phénomènes : des effets sur la reproduction ou la survie des jeunes, des modifications morphologiques et des changements de comportements », explique Guillaume Body.

Les printemps précoces peuvent modifier les dates d'accouplement.

C'est le cas du grand tétras, dont les fameuses parades nuptiales ont avancé de onze jours depuis 30 ans dans de nombreuses zones d'Europe. Cela a été défavorable aux populations écossaises, mais les jurassiennes ne semblent pas (encore ?) affectées. Quant au chevreuil, sa forte capacité de reproduction pourrait être mise à mal. Sa biologie est en effet basée sur la photopériode (durée jour/nuit), non sur les températures : la reproduction de l'espèce ne s'adapte donc pas à la précocité du printemps. Les faons naissent ainsi de plus en plus à des périodes où les femelles allaitantes ne trouvent plus les jeunes pousses d'arbres qui sont la base de leur alimentation.

Des modifications morphologiques

Chez les bouquetins, la taille des cornes des mâles, synonyme de vitalité et de succès de reproduction, est impactée par les conditions environnementales de l'année de naissance : ceux nés lors d'un printemps chaud auront toute leur vie des cornes plus petites que leurs congénères nés un printemps plus frais. Un déficit de croissance lié à la qualité de la nourriture trouvée par la mère et le cabri.

Une tendance à la sédentarisation des migrants ?

C'est en tout cas ce qui est observé sur une partie des populations de canards colverts camarguais ainsi que sur les sarcelles d'hiver, de plus en plus nombreuses à rester au nord de l'Europe pendant la saison "froide". En écho, la remontée au nord de certaines populations piscicoles (tels les poissons tropicaux ou méditerranéens de nos jours observés en Bretagne), démontre l'influence du climat sur l'évolution de la distribution des populations animales.

Apprendre à gérer l'incertitude

« Au final, il s'agit pour l'essentiel de cas particuliers. Impossible de se faire une philosophie générale entraînant des pratiques de gestion précises », conclut Guillaume Body. « Nous nous adaptons au fur et à mesure. » Les comptages des populations entraînent des choix de gestion qui sont modifiés selon les nouveaux suivis effectués. « Cette gestion adaptative n'est pas une conséquence des changements climatiques, mais des évolutions de l'état des habitats et du fragile équilibre agro-sylvo-cynégétique. Il s'avère que cela correspond bien à la gestion de l'incertitude que nous demandent les évolutions du climat. »



Les étagnes (bouquetins femelles) font moins de réserves en été car la nourriture est moins abondante du fait des températures de plus en plus élevées. Elles survivent donc moins en hiver, tout en subissant plus d'avortements.



Les oies cendrées remontent de plus en plus tôt d'Espagne vers la Scandinavie (26 jours en 26 ans). Est-ce dû au réchauffement des conditions hivernales au nord ou à la dégradation des milieux septentrionaux ? Difficile de trancher.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Les changements climatiques au cœur de la gestion forestière

Tester la capacité de résilience des arbres, accompagner la migration des essences, observer comment la forêt s'adapte sans intervention humaine pour s'en inspirer, telles sont quelques-unes des pistes que l'Office national des forêts suit pour adapter son travail aux changements climatiques.

« Nos actions sont de trois ordres : améliorer nos connaissances, adapter notre gestion aux évolutions climatiques et maximiser les capacités de la forêt à lutter contre les changements climatiques », explique François Xavier Nicot, adjoint du directeur régional Auvergne Rhône-Alpes. Le premier consiste avant tout à « gérer l'incertitude, en mettant notamment au point, avec des organismes nationaux et internationaux, une cartographie nationale de l'évolution des stations de chaque essence forestière. » Première et principale leçon : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, car le mélange des essences augmente la capacité de résilience de la forêt.

du cèdre de l'Atlas, car le Diois pourrait ressembler à l'Atlas dans un siècle. » Aide à la migration des essences, donc, mais aussi utilisation du patrimoine génétique des individus : les sapins résistants sont préservés, afin que leur capacité individuelle de résilience se multiplie.

Enfin, lutter contre les changements climatiques consiste à protéger la forêt, car elle séquestre du carbone à la fois dans les arbres et dans le sol : « nous tâchons de faire en sorte qu'elle ne soit pas remplacée par des constructions ou des routes et qu'elle produise encore du bois », poursuit le forestier. Il s'agit en effet de fournir un matériau moins énergivore, à la fois en tant que source d'énergie ou comme matière première du bâtiment. La gestion est donc orientée vers la production durable de bois, en privilégiant les essences qui vont résister aux évolutions climatiques. C'est l'objectif des "îlots d'avenir" : des parcelles où sera testée la résistance d'essences productives en fonction du sol, du climat, de l'exposition, de l'altitude...

« Pour ne pas jouer aux apprentis sorciers, nous nous dotons également de miroirs de ce que la forêt ferait sans nous : c'est tout l'enjeu des réserves biologiques intégrales que nous avons créées depuis trente ans. »

Les deuxièmes et troisièmes axes sont liés. « Il s'agit pour nous de produire durablement du bois dont la société a besoin. Aujourd'hui, la demande porte sur les résineux. Nous savons dans le même temps que des essences migrent en altitude et en latitude : dans le Diois, par exemple, le sapin pectiné périclète au profit du hêtre, dont on ne fait pour le moment pas grand-chose localement. Nous remplaçons les sapins mal en point par

Augmentation de la mortalité des sapins pectinés dans la Drôme.

Reforest'Action innove à Châtenay (Ain)



Entreprise à vocation sociale, Reforest'Action a planté plus d'un million d'arbres en France depuis 2014. « Nous nous appuyons sur les experts locaux, les syndicats de sylviculteurs, les coopératives et aidons les propriétaires à mettre en œuvre une gestion basée sur un traitement essentiellement irrégulier de la forêt, pour une meilleure résistance aux tempêtes, explique Stéphane Hallaire, son président. Nous expérimentons aussi la plantation de nouvelles essences et des procédés tels que la biodynamisation, comme à Châtenay : les racines des jeunes plants y sont enduites d'une solution spéciale visant à renforcer leur capacité à fixer les nutriments. L'idée est aussi de planter des essences adaptées aux évolutions du climat. Nous préconisons ainsi de plus en plus du cèdre de l'Atlas, plus résistant à la sécheresse, ou du chêne sessile, plus adapté aux été chauds que le pédonculé. Il faut que les gens entretiennent leur forêt, sans se contenter de faire "comme ils ont toujours fait", comme ils disent. Les changements climatiques nous obligent à revoir de fond en comble nos habitudes. »

CHALLENGE

La régulation des débits des cours d'eau, un enjeu pour demain

Marqués par des épisodes de sécheresse plus fréquents, les changements climatiques risquent d'accroître les pressions sur la ressource en eau. Une problématique que prend en compte EDF, gestionnaire de la ressource en tant qu'exploitant de barrages hydroélectriques.



Situé en Ardèche, le réseau des barrages et retenues de l'aménagement hydroélectrique de Montpezat a souffert récemment de plusieurs étés très secs : un effet des changements climatiques qu'EDF a appris à gérer par la concertation.

« Producteurs d'eau potable et d'électricité, agriculteurs, activités de loisirs autour du lac d'Issarlès, très prisé en période touristique, sports d'eau vive à l'aval... Ce bassin accueille de nombreux usagers de l'eau, explique Timothée Ollivier, directeur d'EDF Hydraulique Loire Ardèche. Chaque début d'été, l'ensemble des acteurs est réuni sous l'égide du Préfet afin d'évoquer la situation

météorologique et hydrologique, actuelle et à venir, afin d'anticiper d'éventuelles tensions sur la ressource pouvant nécessiter des arbitrages futurs, dans la concertation. C'est également l'occasion de faire le bilan de la saison estivale précédente. » Ces échanges sont primordiaux car les activités agricoles et touristiques, fortement dépendantes de la ressource en eau, font vivre toute la vallée.

Pendant l'été, en cas de tensions sur la ressource, c'est par des échanges quotidiens avec les principaux acteurs concernés – services du Préfet (Direction départementale des territoires), Syndicat mixte Ardèche Claire, Syndicat départemental d'équipement de l'Ardèche – que la gestion de la ressource se fait.

« Nous leur exposons une probable tension à venir qui pourrait entraîner des perturbations d'usages d'ici la fin de l'été, ainsi que les leviers éventuels qui pourraient permettre d'atténuer cette tension comme une réduction du débit délivré à l'aval de nos aménagements, par exemple. » Une décision est alors prise en concertation avec les différents acteurs. Si nécessaire, le Préfet arbitre en dernier recours.

Cette co-construction étroite avec les acteurs du territoire permet ainsi de gérer au mieux les sécheresses qui pourraient se multiplier dans les années à venir.

NOUVEAU DÉFI

Le monde agricole se prépare

Les agriculteurs sont en prise directe avec les évolutions climatiques et ont tout intérêt, pour la pérennité de leur exploitation, à trouver des solutions. Ils adoptent ainsi des pratiques pour atténuer les effets des changements climatiques, cultiver des variétés adaptées aux aléas ou réduire leur empreinte carbone. Témoignages dans la Loire..



Un maïs qui s'adapte aux conditions locales

« Le maïs population s'adapte au sol et à la région sur lequel on l'installe et s'auto-hybride. On n'a donc pas besoin d'acheter des semences : depuis 2009, je cultive la même souche. Nous faisons des échanges entre confrères pour sélectionner les meilleures variétés. Au départ, c'était de la curiosité, puis j'ai vu que ce maïs marchait bien et qu'il me coûtait moins cher que des semences bio, de qualité moyenne. Ce maïs produit une importante végétation racinaire et aérienne, il a besoin de peu d'eau : c'est intéressant

en cas de sécheresse ! Il stocke aussi davantage de carbone, d'autant plus qu'on laisse les tiges au sol. C'est ma contribution à la lutte contre les changements climatiques : je pense à mes petits-enfants. Elle va de pair avec d'autres pratiques, comme le semis sous couvert ou la culture de légumineuses avec les céréales pour éviter les engrais azotés ».

Bernard Beauchamp, cultivateur et éleveur bio récemment retraité à Sail-les-Bains

Une zone humide pour résister aux sécheresses

« J'ai choisi une race de brebis rustique, originaire de la chaîne des Puys : la Rava puise dans ses réserves en cas de manque de nourriture (on l'appelle race accordéon) et se prête bien au pâturage sur zone humide, à condition d'être vigilant sur l'aspect sanitaire. Les brebis y sont présentes de mai à septembre, accompagnées de Junon, le patou qui les surveille. Je pratique le pâturage tournant afin de laisser repousser l'herbe. La parcelle est toujours verte et rend mes brebis productives, même l'été : je pense que c'est une solution d'avenir pour faire face aux sécheresses qui se multiplient et selon moi ces terrains seront recherchés dans un futur proche. »

Hugo Tamain, jeune éleveur de brebis sur Noirétable

Une autoproduction de protéines

« L'autonomie protéique, c'est une façon de ne plus dépendre des énergies fossiles sur l'exploitation. Plutôt que d'acheter des tourteaux de soja en provenance d'Amérique, moi et mes associés produisons nos propres soja, lupin et petits pois : un complément alimentaire indispensable aux céréales. Mais il faut qu'ils soient toastés sinon les graines ne sont pas assez riches en protéines : nous avons donc acquis un toasteur électrique américain, en cours d'homologation. Nous avons choisi l'électricité pour éviter les émissions de CO₂ mais aussi pour des raisons de sécurité, le carburant étant facteur de risques d'incendie. Ce qu'il faut, c'est diversifier les cultures car on ne sait pas ce que sera le climat de demain. Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier et on trouvera bien ce qui s'adapte ! »

Lionel Riche, éleveur bovin bio à St-Martin-La-Plaine

Les tourbières, des championnes du stockage du carbone

Alors qu'elles n'occupent que 3% de la surface des terres émergées dans le monde, les tourbières stockent environ 30% de la totalité du carbone des sols mondiaux. Cela représente 455 gigatonnes de carbone, l'équivalent des 3/4 du carbone atmosphérique ! En Indonésie, où 95% des tourbières sont déjà dégradées, elles sont responsables de plus de 60% des émissions totales du pays. Raison de plus pour préserver notre patrimoine naturel !



Le glacier de Tré-la-Tête, une référence mondiale !

Situé en Haute-Savoie, ce glacier est un des cinq plus grands de France et le plus grand situé dans un espace protégé : la réserve naturelle des Contamines. Il fait l'objet d'un bilan de masse annuel depuis 2014 et de suivis topographiques et vient d'intégrer le World Glacier Monitoring Service, un réseau de monitoring mondial constitué de 166 glaciers de référence sur les 200 000 présents sur Terre. Plus d'infos : www.wgms.ch

Tourbière des Renons (Ain) : 7000 ans d'histoire révélés !

Grâce à une étude conjointe des pollens et des végétaux stockés dans la tourbe, l'action du climat et des activités humaines sur la tourbière a été mise en valeur. Cette découverte inédite a inspiré la création d'un sentier pédagogique qui, à travers un récit entre mystère et science-fiction, propose aux visiteurs de plonger dans ces archives, avant de franchir la "porte du futur" et de réfléchir aux évolutions à venir du paysage dans un contexte de changements climatiques. Un magnifique sentier qui sera inauguré au printemps.

L'Observatoire des saisons

Initié par le CNRS, ce programme de sciences participatives vous propose d'aider la communauté scientifique à récolter des données sur les rythmes saisonniers de la flore et de la faune pour comprendre l'impact du changement climatique sur les écosystèmes. Très simples, les protocoles sont accessibles à tous ! Plus d'infos : www.obs-saisons.fr



Clermont : la nature s'invite au cœur de la ville !

A la demande de la Ville et de l'université FORAINE, le Conservatoire d'espaces naturels Auvergne a créé en 2016 un verger conservatoire au cœur du quartier de la Gauthière. Treize arbres de variétés fruitières anciennes auvergnates ont été plantés avec les habitants (pommiers, poiriers, cerisiers, abricotiers, pêcher, pruniers et amandiers). Un aménagement qui redonne vie au quartier, crée du lien et de la cohésion sociale tout en préservant la biodiversité et en contribuant à atténuer les effets d'îlot de chaleur : un projet simple aux bénéfices multiples !

MÉTHODES ET TECHNIQUES

Des partenariats entre chercheurs et gestionnaires d'espaces naturels

Pour mettre en place des protocoles de suivi adaptés et analyser l'évolution des conditions environnementales, gestionnaires d'espaces protégés et monde de la recherche se rapprochent de plus en plus. L'idée est à la fois de fournir aux chercheurs des données fiables et d'aider les gestionnaires à adapter leur travail aux évolutions climatiques, à l'instar du programme « Sentinelles du climat » porté par les réseaux CEN et RNF.

« Nous, gestionnaires, nous posons de plus en plus de questions sur l'impact des changements climatiques sur la biodiversité présente sur nos sites, explique François Salmon, directeur animation réseau à la Fédération des Conservatoires d'espaces naturels (CEN). Nous avons également beaucoup d'interrogations sur le rôle des espaces protégés dans l'adaptation des espèces aux évolutions du climat, ainsi que sur les stratégies de gestion à mettre en œuvre pour adapter nos pratiques aux futures conditions climatiques. » Des questions que seul le monde de la recherche, avec le recul qu'il est susceptible de prendre par rapport aux données existantes et aux temporalités, peut aider à résoudre.

C'est en ce sens que les réseaux des CEN et des Réserves naturelles de France (RNF) se sont rapprochés du Museum national d'histoire naturelle et du CNRS autour d'un projet commun consistant à valoriser les millions de données collectées depuis trente ans sur leurs sites (3 100 sites des CEN et 343 Réserves naturelles situés sur l'ensemble du territoire et la totalité des zones biogéographiques de notre pays, outre-mer comprise) et évaluer la pertinence de ces données. « Nous collectionnons des données d'observation, poursuit le directeur, mais sont-elles exploitables et dans quelles conditions ? Constituent-elles un corpus permettant des comparaisons ou doit-on mettre en œuvre des protocoles alternatifs ou complémentaires ? »

C'est à ces questions que le réseau de "Sites sentinelles du climat" sera amené à répondre, avec le double intérêt de mettre à la disposition des chercheurs, où qu'ils soient, des données de terrain utiles et facilement accessibles et d'aider les gestionnaires à adapter leurs stratégies de conservation et de gestion.

Chercheurs et gestionnaires, main dans la main, c'est aussi le leitmotiv d'autres programmes, tels que :

- le réseau « Lacs sentinelles » sur les lacs d'altitude, animé par le CEN Haute-Savoie-Asters,
- Orchamp, l'Observatoire des relations climat-homme-milieux sylvopastoraux du massif alpin, porté par la Zone Atelier Alpes
- l'Observatoire des forêts sentinelles, une initiative de RNF.



Des opportunités à saisir !

Le programme Life, instrument européen de financement pour l'environnement, met la gomme sur le climat, avec son sous-programme « Actions pour le climat », décliné en trois domaines prioritaires : atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, gouvernance et information en matière de climat. Au titre de l'appel à propositions lancé en 2016, pas moins de 3 projets « Actions pour le climat » portés par des structures françaises ont été retenus !

Les possibilités de financement de ce type de projet sont multiples, compte tenu de l'importance des enjeux. Autre exemple : le programme Nature 2050, de la Caisse des dépôts, qui finance des démarches d'adaptation des territoires aux changements climatiques et de restauration de leur biodiversité.

TROIS QUESTIONS À



Perrine Paris-Sidibé

Coordinatrice du pôle gestion des milieux naturels au CEN Rhône-Alpes.

Quels impacts des changements climatiques pour les gestionnaires d'espaces naturels ?

Ce sont les premiers observateurs des milieux et des espèces, ils sont donc au cœur de ces évolutions (décalages de floraison, évolution de l'aire de répartition des espèces, etc.). Ils ont aussi un rôle central dans l'atténuation des changements climatiques puisque, pour stocker le carbone, les milieux naturels doivent être en bon état de conservation. Rappelons qu'une tourbière en bonne santé stocke 1 400 tonnes de CO²/hectare, une lande 350 tCO²/ha, une forêt entre 70 et 150 tCO²/ha, une prairie 65 tCO²/ha. Garantir leur bonne santé, c'est justement le rôle des gestionnaires. Personne d'autre n'a aujourd'hui cette expertise.

Comment les professionnels s'emparent-ils du sujet ?

Certains sont aux premières loges, comme les forestiers qui, du fait de leurs milieux d'intervention, se projettent sur des temporalités plus longues, puisque les arbres croissent lentement. Les acteurs du littoral font aussi évoluer dès à présent leurs pratiques : la montée des eaux croisée avec la diminution de l'apport sédimentaire les oblige déjà à abandonner certaines zones à la mer. Cette adaptation des pratiques n'est pas encore généralisée chez les gestionnaires à l'intérieur des terres, car les changements sont globaux, moins visibles sur le terrain et plus difficiles à appréhender.

Il existe de nombreux retours d'expérience sur les évolutions des pratiques, encore faut-il les connaître : telles techniques d'observation avec des protocoles normés, telles pratiques d'adaptation des objectifs de gestion... Le changement climatique nous pousse à échanger encore plus entre gestionnaires : regarder ce qu'il se passe sur les autres territoires, savoir où se trouve la bonne information, la comprendre, obtenir des institutions chargées du suivi des données claires et régulières... Cela soulève des questions et des responsabilités nouvelles. Le Pôle gestion, réseau régional des gestionnaires, doit les accompagner sur ces thématiques : nous avons donc décidé d'organiser la prochaine journée technique des gestionnaires, en 2018, sur le climat.

Quelles perspectives ?

Aujourd'hui, le diagnostic est partagé : il faut s'adapter aux conséquences des changements climatiques en partageant les savoirs. C'est un apprentissage : on n'a pas forcément l'habitude de transmettre. Nous devons aussi alerter les institutions pour qu'elles s'emparent de ces sujets, notamment dans le cadre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) en cours d'élaboration.

Agenda

2 février : Journée mondiale des zones humides

Du 4 au 8 juin : 3^{ème} colloque I.S.Rivers sur les fleuves et grandes rivières du monde, à l'Université Lumière Lyon 2



- Édition semestrielle du Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes 2 rue des Vallières - 69390 Vourles Tél. 04 72 31 84 50 - www.cen-rhonealpes.fr
- Directeur de la publication : Jean-Yves Chetaille
- Responsable de la rédaction : Nathalie Melcion
- Comité de rédaction : Céline Chouzet, Delphine Danancher, Amandine Ladrille, Alain Dindeleux, Pascal Faverot, Christel Leca, Anne-Laurence Mazenq, Perrine Paris-Sidibé, avec la participation des équipes des Conservatoires d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Rédaction : Christel Leca, Nathalie Melcion
- Mise en page : Fred Didier
- N° ISSN 1956-7936
- Imprimé sur papier 100 % recyclé avec des encres d'origine végétale
- Partenaires de l'édition :

